



PAR LA BANDE...

UN JOURNAL ÉLECTRONIQUE CITOYEN

ANNÉE 2014, NO 6/6

MARS

Par la bande...

Pourquoi ?

Depuis sa création en 1988, le Centre de formation communautaire de la Mauricie (CFCM) se fait un devoir de mettre sur pied des activités de formation qui répondent aux besoins du mouvement communautaire. En tant que lieu d'information, d'analyse, d'apprentissage et de citoyenneté, le CFCM s'efforce également de susciter, grâce aux formations et aux événements qu'il appuie, la réflexion et le partage des idées.

Malgré l'intérêt manifeste du mouvement communautaire pour les questions qui touchent aux grands enjeux sociaux, nous avons constaté qu'il était de plus en plus difficile de réunir les organismes autour d'activités qui traitent de ces thèmes. Jugeant toutefois qu'il est primordial que les groupes communautaires se penchent sur ces questions qui touchent l'actualité et les milieux dans lesquels ils agissent, le CFCM a lancé *Par la bande...* pour vous amener à réfléchir sur ces enjeux. À travers ce journal, nous souhaitons donc encourager la réflexion, le partage et la discussion au sein des différents acteurs du mouvement communautaire.

On vous incite donc à réagir aux chroniques qui vous sont présentées dans ce numéro en nous faisant parvenir vos opinions, ou encore en discutant de celles-ci *Par la bande...* avec vos collègues lors de votre prochaine pause café.

Sommaire



**La professionnalisation:
Le seul obstacle à la militance ?**
Réflexion d'une militante devenue permanente
Par Marie-Josée Magny



De la militance à l'engagement
Par Pierre Valois



**De la crise du militantisme au
renouveau de l'engagement social**
Par Steven Hill

L'ÉMULSION

Par **Éric Martineau**

D'entrée de jeu, admettons que le sujet de la professionnalisation et du militantisme dans le secteur communautaire est pour le moins délicat à aborder...comme si nous marchions sur des œufs. Lorsque ces deux termes sont mis côte à côte, leur émulsion semble douteuse. En science, nous dirions que ces substances (le professionnel et le militant) sont miscibles. C'est-à-dire qui normalement ne se mélangent pas « mais qui vont par des opérations spécifiques (agitation, mélange, ajout de quelques principes actifs) réussir à avoir un aspect macroscopiquement homogène, mais microscopiquement hétérogène »¹. Vue d'ensemble ça se tient, vue de trop près, ça ne colle pas. Il est en effet possible de faire de la mayonnaise...humm... et pour y arriver, il faut casser des œufs !

Prendre position sur le sujet nous mène inévitablement sur le chemin de l'expression de nos valeurs et de nos croyances. Prenons par exemple les questions liées aux conditions de

travail, plus particulièrement l'épineuse question du salaire : Sommes-nous moins engagés si le souhait d'une augmentation de salaire nous traverse l'esprit ? Est-ce que nos convictions sont altérées par le pécule obtenu par notre travail ? Si nos salaires augmentent, est-ce que cela se fait au détriment des services offerts aux citoyen(ne)s ?

Il n'est pas garanti que vous obtiendrez réponse à ces questions dans les textes qui suivent mais soyez assurés que vous ne manquerez pas de pistes de discussion. Fidèle à lui-même, le journal *Par la bande...* vous invite à réfléchir et partager vos idées autour des émulsifiants textes de la chroniqueuse Marie-Josée Magny et des chroniqueurs Pierre Valois et Steven Hill.

Ah oui j'oubliais, leurs propos n'engagent qu'eux-mêmes et ne représentent d'aucune façon le message véhiculé par leur organisation respective... ni même celui du CFCM. Bien quoi, il faut parfois aller seul au front !

¹ Leal-Calderon, F. & al. 2007. *Emulsion Science : Basic Principle*. Springer, New York.

LA PROFESSIONNALISATION : LE SEUL OBSTACLE À LA MILITANCE ?

Réflexion d'une militante devenue permanente



Marie-Josée Magny

est directrice au Carrefour d'aide aux non-syndiqué-es (CANOS). Elle s'implique également comme secrétaire à l'Association sportive et écologique de la Batiscan (ASEB).

« La permanence a aussi été identifiée dans certains groupes comme étant un obstacle à l'implication plus active des membres. Serait-ce dire que les permanentEs de certains groupes « font à la place de... » plutôt que de viser avec les membres la prise en charge collective de leurs activités et de leur organisme ? Est-ce que certainEs permanentEs se seraient installéEs dans leur siège en oubliant que l'organisme est là pour défendre les droits des membres et favoriser leur implication dans l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail ? » Extrait de « Evolution des pratiques d'éducation populaire autonome : Mouvence et transformation sociale » FROM, 2005.

De groupes populaires à organismes communautaires, les associations diverses issues d'une volonté citoyenne se trouvent confrontées à des enjeux importants de relève militante; ce n'est pas d'aujourd'hui, ni même d'hier, mais quelles sont les causes de cette panne militante, de cette relève quasi absente ou invisible ? La permanence, les employés de l'organisme sont souvent les premiers pointés pour expliquer ce déficit de participation. Mais en sont-ils vraiment les seuls responsables ?

Les organismes ont pourtant vécu longtemps par la seule militance bénévole. L'arrivée du financement dans les groupes populaires a un peu soulagé les

militants d'une lourde tâche. Ils pouvaient enfin se permettre l'embauche d'une ressource pour assurer les activités régulières et offrir les services sur des plages horaires fixes. Malgré tout, les militants, les bénévoles, pourtant dégagés des tâches administratives, désertent quand même les organisations. Le financement et l'embauche de salariés sonnent le glas de la militance.

Au fil des ans, les « permanents » se voient « transférer » la militance. Les manifestations, les actions se tiennent en semaine : les permanents sont en congé le samedi ! Les membres diminuent leur participation aux activités du groupe : la permanence détient de plus en plus l'expertise et connaît bien les dossiers. Ils sont les représentants de l'organisme auprès des différents regroupements.

Les représentations par la permanence viennent accentuer la perte de pouvoir des militants. À chaque échelon de représentation, la revendication initiale des membres est diluée, et parfois même entièrement rejetée, par recherche de consensus « communautaire » pour préserver l'apparente solidarité du « mouvement » plutôt que de rechercher la justice sociale. Existe-t-il une omerta sociale ou communautaire où l'apparence d'unité du mouvement communautaire est plus importante que les revendications initiales et les populations représentées ? On choisit des revendications « vendables » qui rejoignent le plus de gens possible, mais particulièrement ceux qui ne sont pas impliqués dans l'organisation, afin d'augmenter notre poids, d'avoir l'appui de la population. En

sommes-nous venus à ne plus entendre nos militants, à tenir compte de l'opinion populaire plus que de celle de nos membres ? En sommes-nous à utiliser les mêmes tactiques que les politiciens que nous interpellons et dénonçons ? Faut-il alors se surprendre qu'ils désertent nos organismes ?

On choisit des revendications « vendables » qui rejoignent le plus de gens possible...

Les permanents sont ainsi devenus indispensables à l'organisation. On leur fait confiance. Ils savent de quoi ils parlent. Les participants, les membres se reposent sur eux... Les participants passent moins de temps dans l'organisation... ou ils ne viennent que pour utiliser les services; le sentiment d'appartenance à la communauté d'intérêt s'estompe... seuls les plus « croyants » demeureront en siégeant au conseil d'administration et à différents comités.

Le conseil d'administration devient alors le principal lieu de militance et les assemblées générales, rendues formelles et devant correspondre à des normes légales, sont désertées. On ne parle plus de luttes, de besoins, de droits. On reçoit des états financiers et un rapport d'activité. On élit le conseil d'administration. Et hop ! On retourne à la maison. On cherche à attirer les membres avec un petit buffet, des prix de présence... mais ils ne s'y présentent quand même pas... Ne devrait-on pas revisiter nos activités, rencontrer en assemblée nos membres sur les sujets qui

leur tiennent à cœur? Nous devons créer des liens sociaux avec nos membres, pas seulement être à leur service. Prenons-nous le temps ?

On ne peut pas se le cacher non plus, les citoyens sont de plus en plus désillusionnés face à la démocratie et à l'action citoyenne. Les gens ne croient plus qu'ils ont le pouvoir de changer les choses s'ils agissent collectivement. Nous les abandonnons au profit des revendications « nationales prioritaires ». Avons-nous oublié par qui et pour qui nous avons été mis en place? L'action politique laisse ainsi la place à l'action individuelle : une individualisation des problématiques sociales où les « membres » deviennent de simples prestataires des « services » offerts.

Nos organisations se désolidarisent des personnes qui vivent les problématiques défendues. Nous ne prenons plus le temps de revisiter nos revendications, nos actions avec nos membres. Nous le faisons dans nos instances, lire le conseil d'administration et les regroupements. Malgré de belles prétentions,

nos assemblées générales ne sont plus souveraines, elles sont des « rubber stamp » pour respecter nos obligations légales et conserver nos subventions. Nos membres ne voient plus la pertinence de « s'activer » collectivement pour défendre leurs droits. Nos ententes de services, nos partenariats financiers ont-ils modifié nos actions et la place que nous faisons à la démocratie dans nos organisations ?

Avons-nous oublié par qui et pour qui nous avons été mis en place ?

Triste ou heureux constat : la professionnalisation est devenue nécessaire avec l'arrivée du financement public et la reconnaissance de l'expertise terrain des organismes. La reddition de comptes et l'augmentation des obligations administratives et légales demandent rigueur et connaissance. Le porte-parole ou le représentant officiel doit faire plus que croire à la cause, il doit détenir des habiletés po-

litiques et communicationnelles pour que les revendications soient entendues. Il doit aussi être disponible en tout temps pour répondre aux différentes demandes. Difficile pour les militants et les bénévoles d'avoir toutes les qualifications et disponibilités nécessaires pour remplir tous ces rôles. D'ailleurs, la raison de leur implication est la recherche de meilleures conditions de vie et de travail : ils veulent militer. Ils veulent être entendus. Mais ont-ils encore leur place ? Leur laisse-t-on la place qui leur revient ?

Finalement, je me dis qu'il faut peut-être reprendre le contrôle du temps, le contrôle de nos actions, de nos revendications, et qu'on re-prenne le temps de nous questionner sur nos pratiques, le temps de questionner nos membres et de les écouter pour connaître leurs attentes. Nous pourrions être surpris de leur désir d'engagement social et du temps qu'ils pourraient y consacrer. Mais entre le « service », les « regroupements » et les « obligations administratives », prendrons-nous le temps ?

DE LA MILITANCE À L'ENGAGEMENT



Pierre Valois

est formateur au Centre de formation populaire (CFP) qui est situé à Montréal. Il écrit régulièrement des articles sur différents sujets touchant l'évolution des organismes communautaires.

Comme j'aime les mots, ce texte commencera par ces deux citations, entre lesquelles j'aimerais ajouter mon point de vue, mes perceptions et mes espoirs. Car parler de militance

aujourd'hui, c'est comme parler de machine à écrire à l'ère du temps court que représentent Twitter et WhatsApp. En effet, la militance s'inscrit dans un temps long, souvent celui de l'abandon de soi au profit d'une cause.

Aux origines, le terme militant (du latin *miles*, *militis* : « soldat ») concernait les personnes qui se battaient, les armes à la main, pour défendre (ou imposer) leurs idées et convictions propres ou celles de leur école

de pensée. Aujourd'hui, le militantisme désigne le soutien actif à une cause, à un idéal, à une idéologie, à un parti politique... (Wikipedia).

Les militantEs ont un mot charmant pour désigner les gens qui disent espérer qu'on va gagner, ces gens qui ont la même espérance qu'eux mais qui n'agissent pas, parce qu'ils n'ont pas la même volonté qu'eux. Ils les appellent sympathisants. Qu'est-ce que c'est un sympathisant? C'est quelqu'un

qui espère la victoire (*la reconnaissance, l'autonomie, etc.*)¹ comme vous, mais qui renonce à faire ce qui dépend de lui pour s'en approcher. Alors qu'un militant, c'est celui qui agit².

De la militance à l'engagement ou des groupes populaires aux organismes communautaires

On me demande aujourd'hui d'écrire un texte sur la militance. Par où commencer sinon vous dire ce que je fais. Pour mon boulot, je siège sur trois conseils d'administration, deux regroupements nationaux et un regroupement régional. Comme personne socialement engagée, je siège sur le conseil d'administration d'une maison de jeunes ; comme bénévole, je suis « coach » d'une équipe de hockey. Par ailleurs, j'aime aller au restaurant et j'écris des petites chroniques sur les vins.

D'autre part, je suis sympathisant pour toutes les autres causes qui socialement me touchent à titre de citoyen. Je sors dans la rue pour appuyer la lutte étudiante ou celle de la tarification sociale. Cela ne fait pas de moi un militant pour ces causes. Cela consacre le fait que je sois un sympathisant. Finalement, j'aime aussi faire des collages, le texte que vous avez entre les mains est un collage à sa façon. Il reprend ici et là des réflexions que d'autres ont fait et avec lesquelles je suis à l'unisson.

Chacun, chacune pourrait écrire un texte sur cette question. Dans le cas présent, je me contenterai de parler de ma vision de la militance dans les organismes populaires et communautaires, ou de la professionnalisation du rôle de militantE dans ces organismes. Permettez-moi d'affirmer que

je crois sincèrement que les milliers de personnes qui travaillent dans les organismes populaires et communautaires aujourd'hui en 2014 sont des personnes engagées et que cela n'en fait pas pour autant des militantEs. Dans ce sens, je rejoins Henri Lamoureux qui dit : « Originellement engagés pour soutenir l'exercice de la citoyenneté, les employés des permanences tendent à s'affranchir outre mesure de ceux qui assurent leur légitimité. L'argument sera ici de l'ordre de l'efficacité, de la compétence, du professionnalisme »³. Lamoureux ira même jusqu'à parler de la perversion de notre idéal démocratique devant les nouvelles façons qu'ont les permanents d'intervenir en lieu et place des membres des organisations. Pour revenir à cet idéal, il faudrait sans doute se donner la peine de revisiter les valeurs et les objectifs fondateurs de nos organismes. Cela ne veut pas dire que le travail accompli actuellement n'est pas utile. Il se situe beaucoup plus au niveau de la réparation sociale que de la transformation sociale. L'évolution d'un grand nombre de nos organisations et d'une reconnaissance formelle à partir du début des années '90, avec les contraintes que celle-ci impose, font en sorte que nos organismes ne sont plus les lieux de militance des premières années du mouvement populaire.

Les effets du nécessaire financement

Entre ce qui était fait il y a quelques décennies et ce qui se fait maintenant, près de 800 millions de dollars nous séparent. C'est en effet le financement provenant du gouvernement québécois, sans compter ce qui provient des fondations privées et des autres paliers de

gouvernement, qui nous permet de compter sur plusieurs milliers de groupes populaires et d'organismes communautaires, tantôt autonomes mais souvent à la remorque des priorités étatiques. Jamais n'a-t-on été aussi bien financé malgré ce que plusieurs croient. Mais du même coup, jamais n'avons-nous été aussi peu autonomes.

Malgré cette manne, le salaire horaire moyen dans les organismes d'action communautaire autonome oscille entre 15 \$ et 17 \$ l'heure. Près de 50 000 personnes travaillent dans le mouvement populaire communautaire, dont 80 % sont des femmes⁴. Le taux de diplomation dans nos organisations est beaucoup plus élevé que dans presque n'importe lequel des autres secteurs d'emploi, car nous sommes devenus un secteur d'emploi. Un secteur qui a une particularité, celle de compter sur l'engagement des travailleurs et travailleuses qui le composent.

Lors d'une présentation tenue à l'université populaire de la COCAF en 2013 sur le thème « *De la reprise de temps à la militance* », je citais une enquête demandée au SAC-UQAM par le Centre de formation populaire. Selon cette enquête : « ...66% des travailleuses et travailleurs ont affirmé qu'elles et ils faisaient la liaison entre le travail et la militance. Tandis que dans 31% des cas on constate que le travail est essentiellement privilégié et dans un maigre 3%, on conçoit que son travail n'est pas de la militance »⁵. À ma grande surprise, la très grande majorité des 50 personnes présentes disaient encore adhérer à cette impression lorsqu'il est question de leur travail. Ajoutons que ces personnes provenaient en grande partie d'organismes populaires, communautaires, de l'économie sociale et

¹ Dans le texte, les italiques sont de moi.

quelques unes du milieu syndical.

Pourquoi cette particularité ? Sans doute parce que nous sommes passés d'un lieu où se confondaient militance et travail à un lieu où travailler devient engagement. Pour certains, comme Jean-Pierre Deslauriers et Renaud Paquet, « la culture et l'histoire des organismes communautaires constituent des éléments importants pour saisir le rapport au travail des employées et elles donnent un sens élevé à leur travail, tout en leur permettant de s'identifier aux valeurs et au projet social de l'organisme pour lequel elles travaillent »⁶. D'autre part, si en 1987 « Les organismes populaires sont les lieux d'une expérimentation démocratique, de participation réelle, d'un contrôle collectif sur l'organisation du travail, d'une liaison travailleurs-travailleuses-usagers qui ne reproduisent pas une relation de dépendance et d'hétéronomie (...) »⁷ ici l'intérêt du travail prime sur le salaire et la sécurité d'emploi où l'autonomie et la créativité s'avèrent des exigences essentielles »⁸.

Si, déjà en '87, les pressions du néo-libéralisme se faisaient sentir, imaginons ce qu'il en est 27 ans plus tard aux prises avec un État en pleine décroissance, à un moment où les membres de nos conseils d'administration se voient plus comme des gestionnaires que comme des personnes contribuant au changement social, à un moment où il est plus facile de dire client que citoyen, livrables plutôt qu'activités, gouvernance plutôt que fonctionnement démocratique, reddition de comptes plutôt que bilan. À ce moment, pouvons-nous postuler qu'il en va de même aujourd'hui en 2014 et que nous ne subissons pas, contrairement à ce qui se passait auparavant, une relation de dépendance et d'hétéronomie ?

Des êtres engagés nous sommes, des militantEs du bien commun nous pouvons devenir

« L'engagement renvoie à un certain rapport au monde et à la vie. Être engagé, c'est se sentir convoqué à agir. Je suis affecté par ce qui se passe, donc je dois agir. L'idéologie qui domine notre époque veut que nous agissions dans des circuits normés, sans ne jamais être convoqués à rien. Elle nous dit : « Vous êtes des individus isolés. Chacun sa vie »⁹.

À chaque jour, je suis, nous sommes conviés à l'indignation, à la revendication mais nous sommes parents, locataires, propriétaires, chômeurs, assistés socialEs, consommateurs endettés, nous nous réduisons nous-mêmes à ces individus isolés derrière lequel se cache le discours ronflant de l'individualisation des problèmes, c'est parce que nous nous voyons comme tels que nous avons « ...tendance à nous méfier des désordres provoqués au nom de grands changements sociaux, voire de la Révolution, car nous ne voyons plus comment ces bouleversements résoudraient nos problèmes quotidiens. C'est pourquoi Gramsci n'insistait pas sur la rupture, la Révolution, mais sur l'« ordre nuevo » à créer un ordre nouveau qui répondrait à nos besoins de transformation et de justice sociale »¹⁰. Un ordre nouveau qui permettrait cette nécessaire déculpabilisation des individus sur qui semble reposer le poids de l'aliénation et de la responsabilité individuelle. C'est donc autour de la notion de bien commun que nous continuons à travailler, à nous investir, malgré les commandes de l'État, en tentant, autant que faire se peut, de pervertir ces priorités étatiques, de nous servir du financement pour que nos missions continuent à être

vivantes. Notre expérience, notre capacité d'analyse et nos valeurs devraient permettre que chaque jour nous puissions espérer encore changer le monde.

Je terminerai ce court texte en vous posant une seule question. Lorsque l'on regarde ce qui se passe en Ukraine, les gens qui sont dans la rue et qui pensaient depuis plus de 20 ans vivre ce nouvel ordre, sont-ils/elles des militantEs ou des citoyennes et des citoyens engagés ?

Références

² André Comte Sponville, **Le bonheur désespérément**, Édition Pleins Feux, collection librio, 2000.

³ Henri Lamoureux, **La dérive démocratique**.

⁴ Selon les enquêtes, le nombre oscille entre 40 000 et 50 000 (Université Sherbrooke 2001, et **Pour que travailler dans le communautaire ne rime plus avec misère**, CFP – Relais-Femmes, octobre 2005.

⁵ Simon Dumais et Roger Côté, **Enquête sur les conditions de travail**, SAC-UQAM Centre de formation populaire, 1989.

⁶ Jean-Pierre Deslauriers et Renaud Paquet, **Travailler dans le communautaire**, 1999.

⁷ Note de Pierre Valois Hétéronomie : Fait d'être influencé par des facteurs extérieurs, d'être soumis à des lois ou des règles dépendant d'une entité extérieure.

⁸ Paul R. Bélanger – Benoît Lévesque, **Le mouvement social au Québec : continuité et rupture**, 1987.

⁹ Miguel Benasayag, Entrevue : **L'engagement est une question existentielle qui regarde tout le monde** dans Altermondes, septembre 2010.

¹⁰ Jean Marc Piotte, texte paru sur Facebook automne 2013.

DE LA CRISE DU MILITANTISME AU RENOUVEAU DE L'ENGAGEMENT SOCIAL



Steven Hill

est agent de développement et formateur pour le CFCM depuis 2011. Détenteur d'une maîtrise en Études québécoises portant sur la ques-

tion de l'institutionnalisation du mouvement communautaire, il partage avec nous son point de vue quant au déclin du militantisme et l'émergence de nouvelles façons de s'impliquer socialement.

Dans un contexte où environ 50 % des organisations de l'action communautaire et de l'économie sociale se disent aux prises avec des problématiques ayant trait au renouvellement de leurs ressources humaines, les questions entourant les conditions de travail deviennent des enjeux de plus en plus importants¹. Afin de courtiser la nouvelle génération de travailleuses et de travailleurs, les organisations sont incitées à favoriser la conciliation travail-famille, à augmenter les salaires ou encore à se doter d'avantages sociaux. Les discussions entourant la mise en place de ce genre de mesures en font toutefois réagir plus d'un.

Il n'est en effet pas rare d'entendre certains militants et militantes condamner la génération montante de travailleurs et de travailleuses. On hésite peu à la décrire comme étant individualiste, dépolitisée, ou tout simplement inculte. Nostalgiques d'une époque où on se donnait corps et âme pour la cause, on soupire lorsque les collègues prennent congé le lundi pour reprendre les heures passées à la manifestation du samedi précédent. Ces soupirs se transforment souvent en remontrances contre l'attitude de ces travailleuses et travailleurs que l'on associe avec mépris au phénomène de

« professionnalisation » que connaissent les organisations à vocation sociale. Ils deviennent ainsi le symbole - sinon la cause - de l'effritement de la participation citoyenne et de l'engagement social.

Rendre cette nouvelle génération responsable des difficultés rencontrées par les organisations à caractère social, c'est s'en servir comme bouc émissaire. C'est attiser un conflit intergénérationnel qui ne semble avoir d'autres objectifs que de présenter l'action militante comme étant le *nec plus ultra* de l'engagement social. Or, cette glorification du militantisme débouche inévitablement sur une banalisation des nouveaux modèles d'implication sociale et trivialisent du même coup l'apport des personnes qui gagnent leur vie en travaillant au sein du mouvement communautaire et de l'économie sociale. C'est précisément parce que cette idéalisation du militantisme exclut d'emblée les nouvelles formes de participation citoyenne du monde des solutions possibles qu'elle ne saurait servir de point de départ à une réflexion sur les enjeux entourant l'engagement dans les organisations à caractère social.

Entreprendre une discussion constructive par rapport à ces questions implique au contraire d'analyser objectivement le militantisme et d'identifier les limites de ce type d'implication sociale. Il ne s'agit pas de tourner le dos aux militants et aux militantes ayant participé à l'essor de l'action communautaire et de l'économie sociale. Il s'agit plutôt de reconnaître les échecs que ce genre d'engagement social a connus par le passé et d'en tirer des leçons

qui permettent de mieux comprendre et de mieux composer avec l'émergence des nouveaux modèles de participation sociale se manifestant dans la société d'aujourd'hui.

Le militantisme : un modèle

Pour s'appropriier ces nouvelles façons de s'investir socialement et politiquement, il importe d'admettre que le militantisme constitue un modèle d'engagement social parmi d'autres et d'accepter qu'il existe, en dehors de celui-ci, un ensemble d'autres modèles que les organisations de l'action communautaire et de l'économie sociale se doivent d'explorer et de cultiver. Adopter cette perspective permet de dédramatiser le déclin qu'a connu le militantisme dans les sociétés occidentales au cours des 30 dernières années.

Ce phénomène maintes fois dénoncé cesse en effet d'être interprété comme étant synonyme d'une dégénérescence de l'engagement social. On y voit plutôt, à l'instar du sociologue Jacques Ion², une transformation des modalités de participation sociale qui correspond à l'évolution du contexte sociopolitique contemporain. Comme cet auteur l'explique si bien, les rapports qui se sont historiquement constitués entre l'État et la société civile ont fait en sorte que le militantisme s'est établi comme modèle prédominant d'engagement social, et ce, depuis le XIX^e siècle jusqu'à la fin des années 1970³. À partir des années 1980, cette manière de s'impliquer dans la sphère publique est subitement remise en question. Ce modèle d'engagement social se voit soudaine-

ment remis en cause au profit de nouvelles formes de participation citoyenne. Afin d'expliquer cette transformation des modalités d'implication sociale, il est nécessaire de dresser un portrait des éléments qui caractérisent le militantisme. Il s'agit d'établir les limites de ce type d'engagement social et, par le fait même, de mieux comprendre d'où les nouvelles formes d'action sociale qui se manifestent aujourd'hui puisent leurs racines.

Autopsie du militant modèle

D'un point de vue étymologique, le militant se définit comme un combattant qui risque sa vie pour une cause. La militance est donc intimement associée à la notion de sacrifice. Le militant se caractérise entre autres par le fait que sa vie privée ne trouve de sens que dans la cause pour laquelle il se dévoue, qui elle est définie comme un idéal « à venir » plus ou moins défini. Entièrement tournée vers l'avenir, son implication ne peut être ni ponctuelle, ni partielle. L'engagement militant a ainsi propension à être totalisant, c'est-à-dire qu'il a tendance à soumettre la vie de l'individu à la cause et à l'organisation qui l'incarne⁴.

C'est d'ailleurs à juste titre que les auteurs s'étant penchés sur l'implication militante ont souligné une certaine filiation entre le militant et l'homme religieux⁵. En effet, la dévotion du premier envers la cause qu'il défend et l'organisation qu'il représente ne manque pas de rappeler la foi du second envers sa religion et son Église. En se faisant le porte-parole d'une cause qui se définit à l'échelle de l'histoire avec un grand H, le militant a l'impression d'avoir accès à la vérité avec un grand V. Tel le missionnaire qui s'efforce de mener les brebis égarées vers le

droit chemin, le militant s'affaire à conscientiser les masses par rapport à la cause qu'il défend.

Le militantisme permet à l'individu de transcender la vie quotidienne et d'inscrire sa courte présence sur terre dans l'Histoire. Son implication militante lui donne l'impression de faire partie de la même histoire que Gandhi, Simone de Beauvoir, Rosa Parks, Nelson Mandela et les autres. Il établit un lien de continuité entre l'individu et les grands héros de ce monde qui permet d'injecter un peu de grandeur dans la petitesse de la vie. C'est en s'auréolant ainsi d'héroïsme que la figure militante a su s'établir comme un idéal d'engagement social.

Bien évidemment, la volonté de se distinguer des autres, d'apparaître comme étant « exceptionnel » voire « héroïque », ne peut rendre compte à elle seule des motivations du militant. Son indignation devant l'injustice du monde dans lequel on vit y est très certainement pour quelque chose.

Toutefois, comme l'explique Jean-Marc Piotte, ce n'est pas dans la révolte du militant qu'il faut chercher sa principale source de motivation. Après avoir interviewé 26 militants et militantes des années 1970, l'auteur conclut que c'est d'abord l'intensité des relations interpersonnelles qui se tissent entre les militants d'une même organisation qui permet d'expliquer leur engagement sans borne. En plus de représenter le véhicule d'une cause donnée, l'organisation constitue une espèce de cercle d'initiés qui permet au militant de se définir en tant qu'individu et de définir son rapport au monde qui l'entoure. L'implication militante est ainsi le coût d'entrée à payer pour faire partie de l'association. Soulignons par ailleurs

que plus cette dernière se définit comme étant militante, plus la participation requise pour en faire partie est contraignante.

Le danger qui se présente alors est que l'organisation se referme sur elle-même et qu'elle perde contact avec la population dont elle souhaite défendre les intérêts.

Le militantisme remis en cause

La crise du militantisme se manifestant un peu partout en occident depuis les années 1980 a fait l'objet de nombreux commentaires. En guise d'explications, plusieurs ont cité l'émergence des pratiques de gestion publique néolibérale ainsi que la restructuration des rapports entre l'État et les organisations à vocation sociale qui en ont découlé. Malgré l'importance indéniable de ces facteurs sociopolitiques externes, ces derniers ne suffisent pas à expliquer le déclin du militantisme.

Selon cette ligne d'analyse abondamment répandue, les interventions gouvernementales injectées en action communautaire et en économie sociale ont eu pour effet de favoriser le développement de différents services à la population au détriment d'actions à caractère revendicatif. D'après ce point de vue, le soutien financier en provenance de l'État a encouragé une professionnalisation de ces organisations à vocation sociale qui a entraîné un déclin du militantisme au sein des organismes communautaires et des entreprises d'économie sociale. Le militant apparaît ainsi comme la victime d'un processus qui le marginalise au profit du professionnel, qui lui s'affaire à détourner l'organisation de sa mission originelle. Cette interprétation qui tend à opposer la vertu du militant à l'opportunisme du professionnel semble davantage destinée à combattre l'effritement du mili-

tantisme et à réhabiliter la figure du militant qu'à expliquer la remise en question de ce modèle d'engagement social.

Lorsqu'on adopte un point de vue historique, on constate rapidement que plusieurs des militants d'antan sont devenus les professionnels d'aujourd'hui. Loin d'être de simples victimes, ils sont au cœur du processus de professionnalisation ayant marqué les organisations de l'action communautaire et de l'économie sociale au cours des 30 dernières années. C'est pourquoi analyser l'action des militants et des militantes des années 1970 et 1980 est si important pour comprendre la crise contemporaine du militantisme.

Au cours des années 1970, on assiste à une politisation des différentes organisations s'identifiant au mouvement populaire (comité de citoyens, coopératives, syndicats, etc.)⁶. Sous l'impulsion de militants et de militantes déçus de la Révolution tranquille, elles épousent l'idéologie marxiste et radicalisent leurs pratiques revendicatives. En s'inspirant de différentes stratégies léninistes et maoïstes, elles tenteront de mobiliser les masses dans différentes initiatives visant à court-circuiter les structures officielles du pouvoir.

Au cours de cette période, plusieurs organisations populaires seront transformées en lieux de militance. Les associations créées au cours des années 1960 ayant pour but de promouvoir la mise en place de différents services de proximité destinés à améliorer la qualité de vie dans les quartiers populaires vont progressivement transformer leurs pratiques afin de préconiser une approche d'éducation populaire visant à conscientiser les masses par rapport aux enjeux de la lutte des classes. On verra, par

exemple, les comités de citoyens se transformer en comités d'action politique (CAP), les associations coopératives d'économie familiale (ACEF), qui regroupaient un vaste ensemble d'acteurs coopératifs, syndicaux et associatifs, se transformer en organisations de masse⁷. Cette réorientation politique qui va s'opérer sous l'influence de militants associés à différentes tendances marxistes aura une influence néfaste sur les organisations de l'action communautaire et de l'économie sociale. Comme Louis Favreau l'a souligné, cette subordination des groupes à une ligne politique aura un effet déstabilisateur sur ces organisations en leur faisant perdre l'amplitude, la largeur de vue et l'ouverture démocratique qui les caractérisaient⁸.

Au fur et à mesure qu'avancent les années 1980, les limites des stratégies s'articulant autour de la politisation et de la mobilisation des masses deviennent de plus en plus manifestes. La défaite référendaire, l'échec du front commun syndical en 1982-1983 et la dissolution des principales organisations marxistes-léninistes sont autant de symptômes du fossé qui s'est creusé entre la population et les organisations du mouvement populaire. Cette débâcle de la gauche québécoise va en amener plusieurs à remettre en question le militantisme en tant que modèle d'engagement social. Ce sera notamment le cas des femmes, qui seront nombreuses à dénoncer ce rythme de vie hyperpolitisé qui ne laisse place à rien d'autre (amour, famille, loisirs)⁹.

Au final, on peut dire que la crise du militantisme c'est d'abord la crise des militants et des militantes.

Suite à cette période, nombreux seront ceux qui vont choisir de se retirer des organisations de l'action communautaire et de

l'économie sociale. Ceux et celles qui restent entreprennent quant à eux une réflexion sur les moyens à prendre pour rebâtir la crédibilité de leurs organisations et rétablir les ponts de communication entre ces dernières et la population. Plusieurs groupes verront dans le développement de services de proximité une bonne façon d'atteindre ces deux objectifs. C'est dans ce contexte, où les organisations tentent de faire valoir la légitimité de leurs services novateurs et de leur approche démocratique auprès des gouvernements et de la population, que s'inscrit la professionnalisation de l'action communautaire et de l'économie sociale.

Cette réorientation ne veut pas pour autant dire que les groupes communautaires et les entreprises d'économie sociale ont tourné le dos à l'intervention sociale et politique. Au contraire, ces acteurs n'ont probablement jamais été aussi actifs. Cela dit, leurs interventions dans la sphère publique sont à l'image des nouvelles formes d'engagement social, elles se veulent plus mesurées, plus pragmatiques.

Des nouvelles formes d'engagement social

Depuis les années 1980, les modalités d'engagement social se sont passablement transformées. Comme le souligne J. Ion, les nouvelles formes de participation citoyenne revêtent un caractère plus distancié. On dénote en effet que le lien d'appartenance à l'organisation, un élément central de l'engagement militant de jadis, semble aujourd'hui moins important. L'implication sociale de l'individu ne passe plus obligatoirement par son adhésion formelle à une organisation. Il refuse de se contenter de la ligne de pensée d'une organisation et

préfère développer son propre point de vue sur les enjeux sociaux.

Contrairement au militant d'antan qui s'affairait à propager le message de l'organisation, l'implication sociale a aujourd'hui comme condition *sine qua non* la libre expression des points de vue individuelle. Plutôt que de se réveiller à l'aube pour distribuer *La Forge* ou *En Lutte!*¹⁰ aux portes de l'usine, l'individu préfère aujourd'hui s'exprimer sur Facebook ou encore sur le blogue de Radio-Canada.

La manifestation, encore considérée par plusieurs militants comme l'ultime forme de mobilisation des masses change elle aussi de visage. Les manifestations visant à appuyer les revendications d'une organisation particulière semblent de moins en moins de mises. En effet, la participation à ces grands rassemblements se fait plutôt sur la base d'une sympathie personnelle que par engagement envers une organisation quelconque. La fonction même de la manifestation semble s'être transformée. De nos jours, les manifestations semblent la plupart du temps destinées à sensibiliser la population à une cause donnée. Elles prennent presque la tournure d'un coup publicitaire artistique lorsqu'elle se présente sous la forme d'un « flash-mob » ou d'une pièce de théâtre de rue.

Dans un monde où la légitimité du nombre semble céder le pas devant celle de l'efficacité, on constate que l'engagement social se fait plus pragmatique. On privilégie dès lors des structures d'association souples, qui suivent des règles de fonctionnement simples et qui visent à mobiliser les gens autour d'objectifs ponctuels et clairement définis. De nos jours, la personne qui s'implique socialement préfère obtenir des résultats partiels à court ou moyen

terme que de se mobiliser en vue du grand soir de la révolution.

Comprendre l'émergence de ces nouvelles formes d'engagement social c'est comprendre l'échec du militantisme des années 1970. C'est admettre qu'à long terme et à large échelle cette forme de mobilisation politique incessante est pratiquement insoutenable. C'est accepter qu'il est normal que les gens souhaitent vivre une vie à l'extérieure de leur engagement social et politique. C'est reconnaître qu'il existe une panoplie de façons de participer à la vie publique.

Il faut cesser de rêver à ce que chaque travailleur, chaque bénévole et chaque administrateur deviennent un militant modèle prêt à sacrifier sa vie privée sur l'autel de la cause. Plutôt que de critiquer l'engagement distancié des individus, les organisations de l'action communautaire et de l'économie sociale doivent se concentrer à soutenir et à encourager la participation sociale et politique des gens, et ce, quelle qu'en soit la forme. Elles doivent finalement trouver des moyens pour canaliser la volonté qu'ont les gens à s'impliquer socialement.

Quoiqu'en pensent plusieurs, cette volonté d'agir est toujours présente. La croissance ininterrompue du bénévolat depuis 1997¹¹ et les nombreuses manifestations records¹² qui ont animé le Québec depuis le début des années 2000 le démontrent bien.

Il n'en tient qu'aux organisations de l'action communautaire et de l'économie sociale de la cultiver !

Références

¹ CSMO-ÉSAC, *Les repères en économie sociale et en action communautaire : Panorama du secteur et de sa main-d'œuvre*, [En ligne] <http://www.csmoesac.qc.ca/sites/default/files/files/csm-1406-reperes-economie-sociale-0ct09-lr.pdf>, Consulté le : 5 février 2014.

² Voir : Jacques Ion, *La fin des militants?* (Editions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 1997), p. 124 et Jacques Ion, *S'engager dans une société d'individus*, Paris, Armand Colin, coll. « Individu et société », 2012, 214 p.

³ Jacques Ion, *La fin des militants?* (Editions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 1997), p. 124.

⁴ J'invite ceux et celles qui pensent que ce portrait idéal-typique exagère l'intensité du dévouement militant envers la cause à lire attentivement l'étude que Jean-Marc Pottie a réalisé auprès d'une vingtaine de militants des années 1970. Voir : Jean-Marc Pottie, *La communauté perdue: petite histoire des militantisme, Les classiques des sciences sociales*, 1987, p. 74 <http://classiques.uqac.ca/contemporains/pottie_jean_marc/communaute_perdue/la_communaute_perdue.pdf> [accessed 10 janvier 2014].

⁵ Voir : Jean-Marc Pottie, *La communauté perdue: petite histoire des militantisme, Les classiques des sciences sociales*, 1987, p. 74 <http://classiques.uqac.ca/contemporains/pottie_jean_marc/communaute_perdue/la_communaute_perdue.pdf> [10 janvier 2014] ainsi que Jacques Ion, *La Fin Des Militants?* (Editions de l'Atelier/Éditions Ouvrières, 1997), pp. 39.

⁶ Au cours des années 1960 et 1970, on fait rarement référence au mouvement communautaire, l'expression qui prédomine alors est « mouvement populaire ». Cette appellation fait écho au lien de solidarité entre les organisations et les classes dites populaires.

⁷ Voir : Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours: continuités et ruptures* (Centre de Formation Populaire, 1989), p. 307 ainsi que Steven Hill Paquin, « L'institutionnalisation des organisations populaires: l'exemple des associations coopératives d'économie familiale, 1961-1985 », 2012, 193 p..

⁸ Louis Favreau, *Mouvement populaire et intervention communautaire de 1960 à nos jours: continuités et ruptures* (Centre de Formation Populaire, 1989), p. 35.

⁹ Le rôle des femmes dans la remise en cause du militantisme est souligné par J. Ion ainsi que L. Favreau.

¹⁰ Respectivement, les journaux de la Ligue communiste marxiste-léniniste et du groupe En lutte!

¹¹ Voir : Statistique Canada, *Le bénévolat au Canada dans les années 90 : Evolution et statistique*, no 75-F0048-MIF au catalogue de Statistique Canada, no 4, Ottawa, 2000 et Statistique Canada, *Tendances sociales canadiennes*, no 11-008 au catalogue de Statistique Canada, no 93, été 2012.

¹² Il s'agit de la Marche mondiale des femmes (2000), Sommet des Amériques (2001), Guerre en Irak (2003), Grève étudiante (2005) et Printemps érable (2012).

**Pour réagir aux articles,
contactez-nous
à l'adresse suivante :**

parlabande@cfcmmauricie.org

Qui sait, vous serez peut-être publié.



CFCM
Centre de Formation
Communautaire de la Mauricie